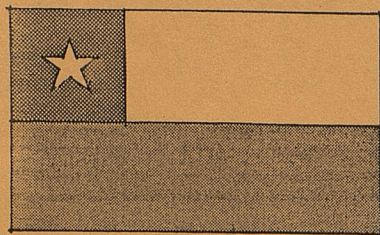


TELEX ~



ASSOCIATION LOI DU

1er JUILLET 1901

1, rue MONTMARTRE

75001 PARIS

CHILE

PARIS, JANV ~ FEV 87

N°14

Chers adhérents,

Nous avons le regret de vous informer que le numéro 14 de ce TELEX-CHILE édition française sera le dernier.

En effet, devant le trop faible nombre d'abonnés à notre bimensuel, notre association a décidé d'interrompre sa parution.

Le F.A.R.C, TELEX-CHILE continue bien sur son travail d'information et de sélection des nouvelles venant du Chili et se propose devant une résurgence des évènements survenus au Chili de rééditer des bulletins spéciaux dans le but de vous maintenir informés.

Notre association tient à remercier de leur fidélité tous les adhérents qui nous ont soutenus dans notre lutte pour le retour de la démocratie au Chili.

Fraternellement.

F.A.R.C-TELEX-CHILE.

4°P. 12270



JANVIER 1987 AU CHILI.

I JANVIER 1987.

NOUVELLE ANNEE.

Aujourd'hui, les rues étaient vides, sans voiture, seuls les carabiniers, nombreux eux, caractérisaient les premières heures de cette nouvelle année 1987 dans le centre de Santiago.

EXILES-PINOCHET.

Les secteurs politiques et ecclésiastiques chiliens ont bien reçu la décision de Pinochet concernant l'éventuel retour de tous les exilés, d'ici à trois mois.

Dans un message appelant à l'unité des chiliens, le chef de la Junte a déclaré "en exemple de l'esprit qui nous anime, nous avons adopté des mesures destinées à lever l'interdiction d'entrer dans le pays pour la majorité des exilés, sauf pour ceux qui constituent un réel danger et une menace pour la paix nationale"...

Aujourd'hui, la décision a été largement diffusée par la radio et la télévision, un jour où, traditionnellement aucun journal ne circule.

Selon la Commission chilienne des Droits de l'Homme, 160.000 chiliens sont exilés et répartis dans le monde entier depuis le II septembre 1973.

2 JANVIER 1987.

COUVRE-FEU.

Le gouvernement militaire a annulé le couvre-feu à Santiago et dans les principales villes du Chili.

CIM-ENQUETE.

L'attaque du siège du Comité Intergouvernemental de l'Emigration (CIM) par un commando armé fera l'objet d'une enquête menée par le directeur de cet organisme, Giacinto Maselli. Il arrivera lundi à Santiago.

Pendant ces cinq jours de visite, Maselli demandera à voir Pinochet et le chancelier Jaime del Valle.

ARGENTINE-EXILES.

A la frontière argentino-chilienne une rencontre émouvante entre exilés chiliens et leurs familles a eu lieu. Ils étaient venus se voir dans la province de Santa-Cruz, pour se souhaiter une bonne année 1987.

Cette journée avait été organisée par la gendarmerie argentine de Rio Gallegos, qui disposait d'une ambulance.

L'autorisation de passage des parents en Argentine leur fut accordée pour voir les chiliens qui y sont exilés.

Pendant cinq heures, en pleine campagne, près de Punta Arenas, 2500 KM au sud de Santiago, les exilés Armando Figueroa, Francisco Alarcon et Jorge Arriagada ont partagé le premier jour de l'année avec leurs épouses, leurs parents et leurs enfants.

3 JANVIER 1987.

ARRESTATIONS-FPMR.

Sept membres présumés du Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) ont été arrêtés par les services de sécurité et mis à la disposition des tribunaux militaires.

Ils seraient indirectement liés à l'attentat dont fut victime Pinochet.

Le groupe avait la charge d'une clinique clandestine qui fut découverte par la police le 17 décembre dernier, dans un quartier de Santiago.

4 JANVIER 1987.

CHILI-EXILES.

Le gouvernement militaire remettra dans les prochains jours une liste de 500 noms d'exilés qui pourront rentrer dans leur pays, après un bref examen de leurs "antécédents" par la Commission Spéciale des Droits de l'Homme, dépendante du Ministère de l'Intérieur.

CHILI; EXPORTATIONS.

Les exportations chiliennes ont atteint 4000 millions de dollars en 1986, qui représente une augmentation de 8 % par rapport à 1985.

5 JANVIER 1987.

CIM-INVESTIGATION.

Maselli a déclaré aujourd'hui que l'attaque du siège de son organisation par un commando armé "constitue un acte terroriste et criminel".

6 JANVIER 1987.

ARRESTATIONS.

Cinq prisonniers arrêtés pour l'attentat contre Pinochet se trouvent en mauvaise condition physique et ont besoin de soins médicaux.

Patricia Herrero, Elena Salinas, Luis Melo, Carlos Pino et Manuel Ubilla: sont membres du FPMR et selon leurs familles, ils souffrent depuis leur entrée en prison, les 17 et 19 septembre.

Carlos Pino ne peut plus se déplacer seul et Elena Salinas, enceinte de 8 mois, souffre de grande fatigue et "son état physique et psychique est déplorable".

CHILI-CIM-EXILES.

Le CIM collaborera avec le gouvernement militaire pour le retour des exilés.

Maselli a déclaré : "nous sommes prêts à coopérer comme nous l'avons toujours fait et, naturellement, si le gouvernement le demande, nous allons voir comment se déroulera ce nouveau programme annoncé par le chef de l'état le 31 décembre dernier".

7 JANVIER 1987.

EXILES.

Andres Dominguez, membre de la Commission locale des Droits de l'homme a déclaré que la décision du gouvernement militaire de permettre le retour des exilés est une "farce".

Alors qu'on autorise le retour de certaines personnes, d'autres continuent de partir pour des raisons de sécurité.

Dominguez ajoute que 1300 chiliens ont du sortir récemment du Chili vers l'Argentine car ils étaient menacés.

CHILI-LEIGHTON.

Les accusés de l'attentat de Rome, contre le dirigeant démocrate-chrétien Bernardo Leighton et son épouse, Perluigi Concutelli et Stefano Delle Chiaie, ont été graciés aujourd'hui pour "preuves insuffisantes"...

Le couple Leighton a été blessé le 6 octobre 1975 alors qu'il rentrait chez lui à Rome où il était exilé.

Selon la justice, l'attentat a été organisé par la police secrète chilienne, DINA, avec l'aide matérielle des terroristes de droite Concutelli (condamné à perpétuité), Delle Chiaie (recherché par la justice) et Falabella, à qui on avait promis un lot d'armes importées illégalement en Italie.

Les accusations des terroristes d'extrême droite dans cet attentat n'ont pas reçu "suffisamment de preuves", selon les juges...

Le juge militaire avait demandé pour les deux terroristes, graciés aujourd'hui faute de preuves, une condamnation à 20 ans de prison pour Concutelli et 25 ans pour Delle Chiaie, ex chef de groupe de "Avanguardia Nacional".

Les juges ont cependant refusé que les actes du procès soient envoyés à la Cour de Rome afin que l'enquête se poursuive pour Michael Veron Townley de la DINA chilienne et du mercenaire cubain Virgilio Paz, aussi impliqué dans l'affaire.

Townley est accusé du meurtre de l'ex général et ex ministre de la défense du Président Salvador Allende, Général Carlos Prats, commis à Buenos Aires en 1974 et l'ex ministre de la défense Orlando Letelier commis à Washington en 1976.

8 JANVIER 1987.

CHILI-ARGENTINE.

Le Chili demandera à l'Argentine des explications sur les opinions émises par le Président Raul Alfonsin concernant le régime de Pinochet.

Selon la revue "Somos", de Buenos Aires, Alfonsin a discuté de la situation chilienne avec Reagan, Fidel Castro et le leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev, et il aurait dit qu'il était nécessaire de faire revenir la démocratie au Chili le plus vite possible.

12 JANVIER 1987.

ARSENAL.

Cinq militants du FPMR ont reconnu avoir contribué à introduire des armes et des explosifs au Chili. Cette opération fut découverte par l'armée en août dernier.

La revue mexicaine "Proceso" affirme que les cinq prisonniers au Chili ont décidé d'assumer leur responsabilité "volontairement et en connaissant la loi anti-terroriste" qui prévoit la peine de mort pour ces cas là.

Cette reconnaissance, qui selon Proceso, signifie la revendication du "droit légitime de combattre le gouvernement militaire chilien" a été assumée par Sergio Buscman, Claudio Molina, Victor Molina, Alfredo Malbrich et Jose Moya.

Les rodriguistes affirment avoir travaillé sans relâche et consciemment "pour organiser et instruire le peuple par des méthodes politico-militaires de lutte, pour diminuer les inégalités et donner la connaissance et l'usage des moyens permettant d'affronter avec succès la répression de la dictature".

13 JANVIER 1987.

COMMANDO.

Le commando "11 septembre", auteur d'une cruelle revanche suite à l'attentat contre Pinochet, serait composé de militaires et d'ex militaires.

Le nom du commando rappelle la date du coup d'état.

Quatre opposants à la junte ont été assassinés dans les jours qui suivirent l'attentat contre Pinochet, en guise "de revanche et vengeance" des cinq garde-du-corps tués au cours de l'attaque contre le dictateur.

Le 31 décembre l'attaque des locaux du CIM a été aussi revendiquée par le commando "11 septembre".

Avant, ce groupe se limitait à écrire des slogans pro-Pinochet sur les murs de Santiago.

Ensuite, il a mitraillé le militant du MIR, José Carrasco et les communistes Felipe Rivera, Abraham Muskatblit et Gaston Vidaurrazaga.

L'édition de cette semaine de la revue "Análisis" se base sur des antécédents "surs" pour affirmer que c'est la propre justice militaire qui a enquêté il y a trois ans sur ce groupe.

Un ex membre du groupe, Francisco Fuentes Ciscutti, est actuellement en prison pour délits de droit commun et a fait des déclarations à "Análisis".

Le "II septembre" à qui il appartenait, a été créé en tant qu'escadron anti-subversion d'"infiltration et contre-espionnage".

Il est constitué de civils, d'officiers de réserve et de l'armée régulière ainsi que de la CNI.

Leur mission est de réunir des informations sur différents groupes sociaux, sur des organisations et de "réaliser des opérations silencieuses" d'infiltration sur des dirigeants politiques, d'université et de presse.

CHILI-PAPE.

Radio Vatican émettra en 34 langues la visite du Pape au Chili à partir du 1^{er} avril. Il se rendra à Valparaiso, Punta Arenas, Puerto Mont, Concepcion, Temuco, La Serena et Antofagasta.

14 JANVIER 1987.

BOLIVIE-CHILI.

La Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) accuse le chancelier Guillermo Bredregal Gutierrez d'humilier le pays face au Chili, lorsqu'il soutient que le problème du débouché sur la mer doit être débattu "bilatéralement" avec le gouvernement chilien.

Le chef du parti "Avangarde 9 Avril", Carlos Serrate Reich, a qualifié de "sacrilège" la conduite de la politique extérieure et a expliqué que la Bolivie ne renoncera pas à l'aide constante de la communauté internationale pour retrouver une sortie vers la mer. (confisquée par le Chili au XIX siècle durant la Guerre du Pacifique).

15 JANVIER 1987.

PARTIS POLITIQUES.

La Junte gouvernementale, agissant en tant que corps législatif, représentée par les chefs des Forces Armées, ne rencontrera pas les chefs de l'opposition pour discuter des modifications d'une loi sur les partis politiques.

Cette discussion avait été proposée par l'Alliance Démocratique.

Tous les partis politiques sont interdits au Chili depuis le coup d'état.

URUGUAYEN.

José Palma Pina a été blessé par balles aujourd'hui à Santiago, au cours d'un affrontement entre la police et les assaillants d'une banque.

Palma, uruguayen âgé de 38 ans, serait membre du commando. L'attaque a rapporté huit mille dollars.

Cette action a eu lieu simultanément avec l'attaque du coffre de l'Université Catholique de Santiago, où les auteurs ont enlevé 20.000 dollars.

FESTIVAL-MANIFESTATION.

Vina del Mar : Certains dirigeants des professeurs chiliens ont manifesté contre les millions de dollars dépensés pour le Festival de la Chanson de Vina del Mar, alors que des milliers de leurs collègues sont mis au chômage.

La majorité des lycées d'Etat vient de passer aux mains des municipalités et c'est la mairie de Vina del Mar qui organise le festival, entre les 11 et 16 février.

17 JANVIER 1987.CHILI-DC-VALDES.

Le président de la démocratie-chrétienne du Chili, Gabriel Valdés, a déclaré à Lima, qu'il était possible "un retour de la liberté dans son pays", mais il a posé la condition d'une union des forces politiques chiliennes pour organiser cette année une campagne qui permette des élections libres et démocratiques.

Le peuple du Chili doit convaincre les Forces Armées d'une solution politique qui aura comme objectif la liberté, le respect des droits de l'Homme et une large participation de tous dans le développement économique.

"Le peuple chilien se trouve en lutte contre la dictature militaire pour rétablir le système démocratique, mais un jour pas si lointain, nous allons retrouver la liberté et réaliser le changement que tout le Chili réclame", a-t-il déclaré.

Valdés participe au Pérou à un rendez-vous international de la Démocratie-Chrétienne latino-américaine.

18 JANVIER 1987.TERRORISME-CONGRES.

A Vina del Mar, le "Terrorisme et l'Etat de Droit" est le thème qui sera débattu par une cinquantaine de juristes de 19 pays, lors du premier congrès ibéro-américain sur la matière.

"Pour combattre le terrorisme il faut une solidarité internationale, puisqu'un Etat peut difficilement, à lui seul, le vaincre", a déclaré le diplomate espagnol Fernandez de la Mora.

Le principal problème posé par le terrorisme est de savoir quel droit appliquer : le droit pénal interne, international ou bien le droit de la guerre.

19 JANVIER 1987.CHILI-DETTE.

Les discussions entre le Chili et ses accrédateurs connaissent des difficultés dues à la Citibank. Elles reprendront demain à New-York.

Le Chili figure parmi les pays les plus endettés du monde et il réclame 650 Millions de dollars pour financer le déficit de son compte courant pour 1986-87. Il demande une baisse des intérêts et un délai d'un an pour rembourser, au lieu d'un semestre comme c'est la règle.

Le Chili doit 21 milliards de dollars. L'assemblée des 12 banques a accueilli favorablement cette proposition. Elles représentent les 400 prêteurs du pays.

Mais la Citibank s'oppose fermement et a gelé les conversations et bloqué l'accord qui exige un consensus total des membres.

20 JANVIER 1987.

FREI.

Des inscriptions insultantes pour l'ex président chilien Eduardo Frei, décédé en 1983 et pour son parti démocrate-chrétien, ont été peintes sur les murs de la résidence de sa famille, comme sur les sept autres maisons voisines.

L' attentat a été revendiqué par la clandestine Force Nationaliste de Combat (FNC) qui soutient le régime militaire.

Les phrases "Frei, traître, c'est bien que tu sois mort" et "La démocratie chrétienne finance les marxistes et aide les extrémistes" figuraient parmi les nombreuses insultes écrites sur les murs, ainsi que des menaces.

Dans une action terroriste, un de ses commandos a séquestré un leader étudiant de gauche et l'a torturé en le brûlant.

21 JANVIER 1987.

JAPON-CHILI.

Le Japon a donné sept millions de dollars au Chili pour la construction d'un quai permettant de décharger la pêche dans le port de Puerto Montt, à 1000 km au sud du pays.

Le chantier aidera surtout les petits pêcheurs en offrant un quai de 225 mètres, une cave d'emmagasinage de distribution et vente de produits marins.

CARDOEN-TOUT-TERRAIN.

L'industrie chilienne d'armement Cardoen a commandé la production d'un véhicule capable de se déplacer sur les déserts, la neige, les terrains rocheux, les étangs, les fleuves et la mer.

Le cout unitaire est de 150 mille dollars...

22 JANVIER 1987.

TUPAMAROS.

L'uruguayen qui est mort à Santiago lors d'une attaque de banque était un gauchiste Tupamaro.

Daniel Ferreira Scaltritti était accusé d'activités terroristes dans son pays.

Chez lui, la police a découvert plusieurs papiers d'identité, sous les noms de Morris Joseph Altman ou José Palma Pina, mais grâce aux empreintes digitales la police uruguayenne a réussi à établir sa véritable identité.

Ferreira a utilisé un revolver qui avait été volé à un vigile du métro de Santiago en décembre dernier.

ARRESTATIONS.

La police a utilisé les gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de professeurs qui manifestaient à Santiago contre la vague de licenciement dans les écoles.

Le président national des maîtres, Osvaldo Verdugo, et deux autres dirigeants ont été arrêtés.

Le meeting s'est déroulé sur la place d'Armes de Santiago au milieu des applaudissements des piétons qui approuvaient cette action.

CHILI-ACCUSATION.

Deux membres du commando auteur de l'attentat contre Pinochet auraient subi des flagélations alors qu'ils étaient aux mains de la CNI.

Les victimes sont le médecin Manuel Ubilla Espinoza et l'étudiant en médecine Jorge Pino Molina.

Cette accusation a été formulée par leurs avocats. Un juge de la Cour d'Appel qui leur a rendu visite a constaté les blessures, sur les bras et la poitrine de l'un et sur une jambe de l'autre.

26 JANVIER 1987.

CHILI-EXIL.

Une nouvelle liste d'exilés chiliens est parue aujourd'hui, éditée par le gouvernement militaire. Sur cette liste figurent deux personnes décédées.

Il s'agit du journaliste Luis Carrera Villavicencio, mort en 1978 en Angola et Ofelia Vilches Allende qui s'est suicidée en Allemagne de l'Ouest en 1982. Ces précisions émanent d'Humberto Lagos, membre de la section juridique du Vicariat de la Solidarité.

La liste, qui comprend 154 noms, fait suite à une autre de 227.

Elle fut publiée en décembre quand Pinochet a annoncé une "politique plus libérale" d'ouverture des frontières pour les 3500 expatriés.

Mais la Commission des Droits de l'Homme estime le nombre des exilés à une quantité plus importante.

Une revue de Santiago, "Que Pasa", révèle qu'en plus de cette liste de 3500 chiliens susceptibles d'être autorisés au retour, il existe une autre liste composée d'"étrangers indésirables" dans le pays...

En fait, il ne s'agit pas d'"étrangers" mais d'exilés chiliens, qui pour diverses raisons, ont adopté la nationalité des pays qui les ont accueillis.

L'avocat Lagos a dit que le Vicariat connaît le cas de 40 de ces "étrangers" vivant en Suède, ainsi distingués sur les 4157 ayant adopté la nationalité suédoise pour bénéficier de certains avantages et garanties entre 1976 et 1985.

CHILI-ATTAQUE.

Un camion de la Brink's-Chili a été attaqué aujourd'hui à Santiago, alors qu'il ramassait la recette d'un grand supermarché.

Des miliciens ont menacé le conducteur du camion de leurs armes automatiques et ont emporté 60 mille dollars.

Selon la police, les "délinquants" pourraient appartenir à une organisation "subversive" qui lutte contre le régime de Pinochet.

CHILI-BRULES.

L'Armée du Chili a déposé une plainte pour "offense aux Forces Armées" contre la journaliste chilienne Patricia Verdugo, auteur du livre "Rodrigo et Carmen Gloria, brûlés vifs".

Ce livre qui connaît un essor sur ses ventes depuis fin 1986 et publié par l'Editorial Aconcagua, a été écrit par la journaliste d'après l'acte barbare où les militaires ont brûlé vifs les deux jeunes gens au cours d'une manifestation

27 JANVIER 1987.AUSTIN POWDER AU CHILI.

La société nord américaine Austin Powder a acheté 66 % des actions de l'Entreprise Nationale des Explosifs (ENAEX) en investissant 8,7 millions de dollars.

Austin Powder partagera l'administration avec l'Entreprise Nationale des Pétroles qui possède le reste des actions, mais devient minoritaire...

CHILI-EGORGES.

Les familles des trois opposants assassinés en mars 1985 ont demandé la réouverture de l'enquête où plusieurs membres des carabinières étaient impliqués.

Le procès doit permettre l'identification des auteurs du crime a dit l'avocat Luis Hermosilla, au cours d'une présentation devant la Cour d'Appel de Santiago.

L'enquête vient d'être close la semaine dernière par le magistrat José Canovas, après 22 mois d'investigations.

Le juge a ajouté : "bien que les carabinières semblent effectivement impliqués dans cette affaire, aucun d'entre eux n'a été désigné personnellement comme étant l'assassin, le complice ou le protecteur..."

28 JANVIER 1987.PAPE-SECURITE.

La protection du Pape Jean Paul II durant sa visite au Chili en avril prochain sera assurée par le corps des carabinières en plus du groupe de gardes-du-corps du Vatican qui accompagne toujours le Pontife.

29 JANVIER 1987.JOURNALISTE CONDAMNE.

Un juge de Santiago a condamné aujourd'hui à trois ans de "prison nocturne" le journaliste Juan Pablo Cardenas, directeur de la revue d'opposition ANALISIS, pour délit de diffamation envers Pinochet.

Selon le texte de la condamnation, Cardenas pourra jouir d'une "liberté diurne"...

Ce jugement contre le directeur d'ANALISIS et 28 autres journalistes de l'hebdomadaire fait suite à une série d'articles et de reportages qui critiquaient le régime militaire.

Le magistrat a fait annuler pour cinq semaines la parution de la revue et a maintenu Cardenas au secret pendant presque un mois.

CHILI-BRULES.

Un juge militaire a remis en liberté un capitaine de l'Armée après qu'une caution de 25 dollars ait été versée. Ce capitaine était directement impliqué dans l'attentat contre Rodrigo et Carmen, brûlés vifs au cours d'une manifestation...

CHILI-ON BRULE LES LIVRES.

La première région navale du Chili (Valparaiso) s'est abstenue aujourd'hui de fournir une version officielle sur l'incinération de 15 000 livres: "L'aventure clandestine de Miguel Littin au Chili", de Gabriel Garcia Marquez, Prix Nobel de Littérature.

Le livre décrit les aventures clandestines au Chili du cinéaste Miguel Littin qui a filmé divers aspects de la vie politique et sociale du nord-ouest de Santiago. A la fin 1986 un juge de Valparaiso a ordonné que soient brûlés les livres dans les hangars douaniers du plus grand port chilien.

30 JANVIER 1987.

CHILI-EXIL.

Le gouvernement militaire a autorisé l'entrée au Chili de 37 autres exilés chiliens qui avaient quitté leur pays en 1973 après le coup d'état.

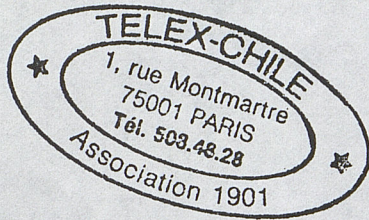
31 JANVIER 1987.

CHILI-DETTE.

Le Chili déboursera 1875 millions de dollars en 1987 pour rembourser sa dette extérieure, qui fin 1986, atteignait 19.352 millions de dollars. Cela représente une augmentation de 34 millions de dollars par rapport à 1985.

Les pays prêteurs du Chili sont le Japon (82,9 millions), la France (80,7 M), le Canada (39,7 M), la RFA (34,8 M), la Suisse (5,2 M), l'Autriche (1,5 M), l'Italie (1,3 M), la Suède (1 M), le Danemark (0,8 M), la Hollande (0,7 M), et la Belgique (0,2 M).

Pour les Etats-Unis la dette représente mille millions de dollars et pour l'Angleterre 253,6 millions.



FEVRIER 1987 AU CHILI.

2 FEVRIER 1987.

DROITS DE L'HOMME.

La situation des droits de l'homme au Chili s'est détériorée durant 1986, et les Etats-Unis "ont trahi les espoirs mis en eux par les organisations Americas Natch et le Comité des Avocats des Droits de l'Homme d'adopter une politique plus dure face au régime militaire de Pinochet."

Dans son bulletin annuel sur la situation des droits de l'homme, les deux organismes ont souligné qu'en début d'année dernière, Washington avait laissé entendre qu'il appliquerait au gouvernement Pinochet la même politique que celle qui a mis fin aux dictatures d'Haiti et des Philippines, en faisant pression pour aller vers une solution démocratique.

Mais les Etats-Unis ont fait "volte face" en votant contre une résolution qui condamnait le gouvernement chilien aux Nations Unies, et en favorisant des prêts à ce régime par les organismes de crédit.

Pendant ce temps la situation des droits de l'homme au Chili a "gravement empiré" par des arrestations massives et par la mise au silence de nombreuses publications.

Ce dossier fait l'éloge des protestations des Etats-Unis après la mort par brûlures du jeune Rodrigo Rojas, en juillet, et mettait en évidence l'avertissement sur une éventuelle suspension des crédits au Chili. Mais ce rapport précise que l'administration Reagan a changé d'attitude en raison de la participation d'éléments d'extrême gauche dans les manifestations, qui prônent la lutte armée contre la dictature militaire.

Selon ce bulletin d'information le gouvernement chilien est à l'origine de la répression qui a fait suite à l'attentat contre le dictateur en septembre. Les "escadrons de la mort" ont pu opérer librement : ils ont assassiné quatre personnes, tenté de tuer un avocat du Vicariat de la solidarité, lancé des centaines de menaces de mort et ont fait obstacle aux activités en faveur des droits de l'homme et aux enquêtes des journalistes".

"Le coût de cette politique est dévastateur", ajoute ce dossier, parce que les Etats-Unis se trouvent désormais sans aucune influence sur Pinochet" et "ont déclaré avoir échoué dans leur tentative vers le soutien d'une solution démocratique pacifique".

3 FEVRIER 1987.CHILI-PROFESSEURS.

Plus de 6700 professeurs et instituteurs chiliens ont été expulsés de leurs écoles et lycées dans tout le pays, suite aux réformes d'éducation mises en place par la junte militaire.

Le ministre de l'éducation, Sergio Gaete, a reconnu ces licenciements dans de récentes déclarations. Il s'est justifié en disant que les personnes concernées étaient sans diplômes..

Les leaders de l'AGECH, s'exprimant dans une conférence de presse ont affirmé au contraire que plus de 80 % des professeurs concernés possèdent des diplômes. Ils précisent que parmi eux il y a 150 dirigeants syndicaux de l'enseignement et que ce licenciement constitue une véritable "persécution".

Il existe au Chili 100.000 professeurs pour une population de 3 millions d'élèves de l'enseignement primaire et secondaire.

4 FEVRIER 1987.CHILI-ETUDIANTS.

Près de 230 étudiants chiliens et plusieurs invités suédois, argentins et uruguayens ont été retenus par la police dans la ville de Lautaro au sud du Chili. Les autorités ont interdit le "travail volontaire d'été" que les jeunes souhaitent organiser dans les villages indigènes de la région de Temuco (700 km au sud de la capitale),

Une cinquantaine d'entre eux a réussi à s'échapper et à s'installer dans les villages choisis. Pour les diverses tâches envisagées la junte militaire voit une "agitation politique".

Le groupe a été enfermé dans un gymnase en lui interdisant de se préparer à manger.

Une version officielle prétend que les étudiants seraient rendus à leurs familles à Santiago, certainement demain jeudi. Mais la Fédération des Etudiants a précisé dans la capitale que le groupe persisterait dans son intention d'exécuter son plan de travail avec les paysans de la communauté Mapuche.

CHIFFRES.

La Banque d'Exportations et d'Importations des Etats-Unis (EXIM BANK) étudie un projet d'association dans l'exploitation de la mine d'Escondida, située dans le désert du nord du Chili.

Le gisement de cuivre, considéré comme l'un des plus riches du monde, appartient à un consortium formé des sociétés Utah des Etats-Unis, Rio Tinto d'Angleterre et Mitsubischi du Japon.

Ce projet a besoin d'un investissement de 1000 millions de dollars, dont un tiers pourrait être versé par l'EXIMBANK...

LETELIER-ENQUETE.

Malgré l'étouffement de l'affaire Letelier par le gouvernement chilien, certains détails révèlent que Pinochet serait directement l'instigateur de l'assassinat de l'ex ambassadeur chilien à Washington.

Ces révélations émanent d'un ex militaire chilien qui s'est spontanément présenté aujourd'hui devant la justice nord-américaine.

L'ex major de l'armée chilienne et ex agent de la DINA (police secrète de Pinochet), Armando Fernandez Larios, a déclaré au juge Parker dans une audience publique qu'en 1979, lors d'une discussion ayant lieu au Ministère de la Défense chilien, Pinochet l'avait dissuadé de se rendre aux Etats-Unis.

Une demande d'extradition nord américaine avait été formulée contre lui, relative à l'assassinat de Letelier et de sa secrétaire.

Fernandez a ajouté que lorsqu'il a exprimé à Pinochet son désir d'aller aux Etats-Unis, celui-ci lui a répondu : "vous ne devez pas le faire. Vous êtes un bon soldat et un bon soldat doit être à sa place".

L'ex militaire, âgé de 37 ans, a révélé aussi que le juge militaire chilien qui a dirigé le procès, général Hector Orozco, lui a demandé de mentir à la Cour Suprême de Justice du Chili, sur sa participation à l'attentat.

"Le général Orozco est venu dans ma chambre et m'a dit : "vous direz ceci et cela".

L'ex militaire s'est déclaré coupable de complicité à posteriori" avec les agents de la DINA impliqués dans ce crime.

Il espère en échange une condamnation brève de 10 ans de prison et une protection nord-américaine. Le juge Parker prononcera la sentence le 6 avril.

23 FEVRIER 1987.

CHILI-ARMEMENT.

Les carabiniers ont pris possession d'armes et d'explosifs, après qu'une explosion ait eu lieu dans un immeuble faisant deux blessés dans un quartier de l'est de Santiago.

Une version de la police précise qu'elle a trouvé quatre personnes sur les lieux, alors que des témoins qui ont vu la scène indiquent qu'un homme a pris la fuite avec une mitraillette, accompagné d'une femme qui avait un revolver.

La police a bouclé la quartier et essayé de contrôler les lieux pour retrouver les éventuels " subversifs".

L'explosion a provoqué de nombreux dégats sur la façade et les fenêtres de plusieurs appartements.

24 FEVRIER 1987.

CHILI-PAUVRETE.

Presque la moitié des quatre millions d'habitants de Santiago vivait dans un grand seuil de pauvreté jusqu'en 1985, suite aux conséquences de la grave crise économique.

Selon une étude du Programme Régional d'Emploi Minimum pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, le niveau de pauvreté des habitants de Santiago était de 45,4 % il y a deux ans, contre 28,5 en 1969.

Cet organisme compte parmi les pauvres les personnes qui n'avaient pas l'argent suffisant pour acheter le panier minimum des 28 produits que l'ONU considère comme indispensables à la subsistance.

CONCEPCION-EXPLOSION.

Un agent des carabiniers et un jeune homme ont été blessés cette nuit par l'explosion d'une bombe qui a fait de nombreux dégâts sur les façades de six immeubles de la ville de Concepcion (500 KM au sud de Santiago).

La police précise que le jeune garçon Williams Espinoza a été envoyé à l'hôpital après que des "éléments subversifs aient fait exploser une charge de 50 kilos d'explosifs".

L'agence de presse semi-officielle Orbe ajoute que le carabinier a reçu l'impact alors qu'il conduisait une voiture de la police.

La police a bouclé le quartier afin de retrouver les auteurs de cette action, mais leurs efforts n'ont pas abouti.

25 FEVRIER 1987.

CHILI-DETTE.

Le Chili, à la différence du Brésil, évitera une politique de "rupture" avec la banque mondiale et se maintiendra dans ses efforts pour augmenter les exportations afin de financer sa dette extérieure.

PINOCHET-ELECTIONS.

Pinochet vient d'inscrire son nom sur les registres des votants qui, à partir d'aujourd'hui sont officiellement ouverts aux 8 millions de chiliens qui ont droit de vote pour les futures élections prévues pour 1989.

Cette année, prend fin le mandat présidentiel du général Pinochet et les électeurs devront se rendre à un plébiscite pour reconnaître un chef d'état, élu pour huit ans (seul Pinochet s'est adjugé le droit de se présenter...) ou bien élire un président qui proposera les Forces Armées comme dirigeantes.

"J'ai voulu donner un exemple de mon sens civique, en étant le premier à m'inscrire", a déclaré Pinochet...

26 FEVRIER 1987.

CHILI-PROFESSEURS.

Trois hauts dirigeants syndicaux des professeurs du Chili ont été arrêtés aujourd'hui à Santiago alors que la police réprimait un acte de protestation contre la fermeture de plusieurs écoles.

Des dizaines d'instituteurs et professeurs se sont rassemblés devant les portes de ministère de l'éducation pour manifester contre les licenciements et les mise-à-pied de leurs collègues.

Les carabiniers ont utilisé des gaz lacrymogènes et ont déchaîné des scènes de violence et des arrestations. Parmi les personnes arrêtées figurent le Président du Collège des Professeurs, Osvaldo Verdugo, Le trésorier de l'organisation, Luis Cisternas, et le dirigeant de l'Association Syndicale des Educateurs de Chili, Pedro Soto.